



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
24 Boulevard des Alliés  
70000 Vesoul

Vesoul, le 09/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOPROFEN INDUSTRIE SAS**

Z.I. des Noyes  
70300 Froideconche

Références : UID257090/SPR/ES/ 2025 - 0627A  
Code AIOT : 0005903711

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement SOPROFEN INDUSTRIE SAS implanté Z.I. des Noyes 70300 Froideconche. L'inspection a été annoncée le 20/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale relative à la prévention de pertes de granulés plastiques industriels (GPI).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPROFEN INDUSTRIE SAS
- Z.I. des Noyes 70300 Froideconche
- Code AIOT : 0005903711
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOPROFEN est spécialisée, sur son site de FROIDECONCHE, dans la fabrication de volets roulants électriques en PVC et en aluminium. Les principales activités sont la transformation de polymères par procédé mécanique, la fabrication de profils garnis de mousse, le débit de ces profilés, le laquage et l'assemblage de pièces plastiques.

Soprofen est autorisé à exploiter son site de Froideconche par l'arrêté préfectoral daté du 28/10/2011.

Les zones contrôlées sont le bassin de rétention des eaux pluviales, le bassin d'eau d'extinction d'incendie, la vanne de sectionnement des eaux pluviales du secteur Nord du site, les 2 locaux de produits chimiques, l'ensemble du bâtiment de production (zone de laquage, zone d'injection de mousse de polyuréthane).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|---|--|-----------------------|
| 2  | Plan des réseaux           | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 4.2.2 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Consignes d'exploitation   | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.2.1 | Demande d'action corrective  | 15 jours              |
| 8  | Ressource en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Typologie des sites industriels              | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11 | Sans objet        |
| 3  | Accès et circulation dans l'établissement    | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.1.1             | Sans objet        |
| 4  | Installations électriques                    | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.1.3             | Sans objet        |
| 6  | Formation du personnel                       | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.2.3             | Sans objet        |
| 7  | Surveillance et détection des zones à risque | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.3.1             | Sans objet        |
| 9  | Entretien des moyens d'intervention          | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.5.2             | Sans objet        |
| 10 | Bassin de confinement et                     | Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.5.5             | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
|    | d'orage           |                         |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le process de fabrication des volets en PVC n'utilise pas de procédé d'extrusion, car la matière première est constituée de barres de PVC présentant une longueur de 6 mètres. En conséquence, l'action nationale concernant la prévention des pertes de granulés plastiques (GPI) ne concerne pas ce site, car aucun granulé plastique n'y est présent.

Concernant le risque incendie, le site est globalement bien exploité. L'ensemble des moyens prescrits de lutte contre l'incendie sont présents et les consignes de sécurité sont établies. En outre, l'exploitant dispose sur son site de l'ensemble des moyens prescrits pour recueillir les eaux d'extinction d'incendie.

Toutefois, l'exploitant doit apporter des justifications sur le volume du bassin des eaux d'incendie, car des incohérences sur ce volume sont mises en évidence par le plan des réseaux et le plan ETARE. Concernant les consignes de sécurité, pour une meilleure information du personnel, l'exploitant est invité à compléter les consignes relatives à la prévention de stockage de produits incompatibles par une grille d'incompatibilité des produits chimiques.

Enfin, le plan des réseaux doit être complété par l'illustration des moyens de protection du réseau d'adduction d'eau et des compteurs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Typologie des sites industriels

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'établissement confectionne des volets roulants en aluminium et en PVC.<br>Les matières entrantes dans le procédé de fabrication sont des barres de PVC et d'aluminium. Il n'y a pas de procédé d'extrusion de plastique sur ce site (pas de présence de billes plastiques).<br>En conséquence, ce site n'est pas concerné par l'action nationale relative à la prévention de perte de GPI.  |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 2 : Plan des réseaux**

|   |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 4.2.2 |
|---|

|   |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Complétude du plan des réseaux |
|---|

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes(vannes,compteurs.)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature(interne ou au milieu).

**Constats :**

Le plan des réseaux présente les différents types de réseau de l'établissement.

Il y est notamment indiqué la présence de 2 dispositifs de traitement des eaux pluviales de voirie (déshuileur) avec leur réseau de collecte et leur vanne d'obturation. Il mentionne également la présence d'un bassin de rétention des eaux pluviales et de 2 bassins d'orage.

En revanche, aucun dispositif de protection de l'alimentation en eau et aucun compteur n'y est représenté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter le plan par l'illustration des dispositifs de protection de l'alimentation en eau et des compteurs.

|  |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|--|

|   |
|---|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
|---|

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 1 mois |
|--------------------------------|

**N° 3 : Accès et circulation dans l'établissement**

|   |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.1.1 |
|---|

|  |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, Condition de circulation |
|--|

**Prescription contrôlée :**

|  |
|--|
| <p>[...]Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies de circulation de l'établissement sont libres de tout obstacle de nature à gêner le passage des engins de secours.<br/>La réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie est accessible pour un engin de secours.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 4 : Installations électriques

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.1.3</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité et controles</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Des contrôles annuels des équipements électriques sont effectués par une société compétente en la matière.<br/>Les derniers rapports de contrôles des équipements électriques ont été présentés par l'exploitant.<br/>Le rapport daté du 17/03/25 relatif au contrôle effectué du 18 au 19/02/25 montre l'absence d'observation.<br/>Le cas échéant, l'exploitant enregistre les actions correctives dans un tableur informatique.<br/>Des contrôles thermographiques sont également réalisés annuellement. Le dernier contrôle effectué en mars 2025 montre aucune anomalie.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 5 : Consignes d'exploitation

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.2.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à disposition des consignes de sécurité</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage. et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> |

- l'interdiction de fumer;«l'interdiction de tout brûlage à l'air libre;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;la procédure d' alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### Constats :

Les mesures de sécurité sont mentionnées au travers de plusieurs documents mis à disposition du personnel de l'usine (livret d'accueil, protocole de chargement/déchargement, plan de prévention...).

Les consignes d'arrêt des installations sont affichées au niveau des postes de production.

Les consignes de prévention de stockage de matières dangereuses incompatibles sont dans le livret d'accueil. En revanche, aucun document dans l'usine ne présente de grille d'incompatibilité des produits chimiques à laquelle le personnel pourrait se référer.

L'obligation d'un permis "feu" est décrite dans le plan de prévention pour les intervenants extérieurs à l'établissement.

Enfin, le livret "Sécurité-Environnement" délivré à chaque nouveau arrivant précise les consignes à respecter en cas d'incendie et les numéros des secours et des personnes de l'usine à alerter.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour une meilleure information du personnel sur les incompatibilités des produits chimiques, la grille des incompatibilités des dits produits pourrait être judicieusement ajoutées dans les consignes et les lieu de stockage des produits chimiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 6 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaissance des consignes

#### Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite.ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### Constats :

|  |
|--|
| Des formations sur la manipulation des extincteurs sont réalisés annuellement pour chaque personnel de l'usine.<br>Pour les nouveaux arrivants, cette formation est dispensée par la responsable HSE de l'établissement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 7 : Surveillance et détection des zones à risque**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection d'incendie de la zone de stockage et de production   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme sur une centrale d'alarme.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs incendie (fumées) avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme. Le système de détection automatique de fumée conforme aux référentiels en vigueur, couvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'ensemble du bâtiment de production;</li> <li>-le local carton.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une liste des détecteurs d'incendie.</p> <p>Les locaux de production sont équipés d'un système de détection incendie avec report d'alarme. Le local "carton" n'a pas été contrôlé.</p> <p>L'alarme est reçu par le service de maintenance, un organisme extérieur (SGS), le directeur et la responsable HSE.</p> <p>Le système de détection est régulièrement contrôlé par un organisme compétent en la matière (cf point de contrôle n°9 du présent rapport)</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 8 : Ressource en eau et mousse**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.5.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Volumes disponibles  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-une réserve d'eau incendie d'un volume de 500m3;</li> <li>-2 bornes incendie munies de raccords normalisés et adaptées aux moyens d'intervention des</li> </ul> |



services d'incendie et de secours. Elles sont situées à moins de 200m des bâtiments. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets;
- des robinets d'incendie armés disposés de telle sorte que la surface à protéger soit atteinte par deux jets au moins;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie couvrant le stockage du MDI, la zone de laquage et la zone d'injection de la mousse polyuréthane.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

#### Constats :

Il a été constaté la présence d'une réserve incendie. Selon le plan des réseaux présenté par l'exploitant, elle présente un volume de 600 m<sup>3</sup>. Toutefois, selon le plan ETARE de l'établissement, il y est fait mention de 2 réserves incendie de 300 m<sup>3</sup> chacune, la seconde réserve étant le bassin de rétention des eaux pluviales.

Concernant les poteaux d'incendie, le plan ETARE montre l'existence de 2 dispositifs présentant respectivement des débits de 54 et 50 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

Les moyens de première intervention (RIA et extincteurs) sont accessibles et correctement signalés.

Les zones de stockage de l'isocyanate et du polyol (produit constituant la mousse polyuréthane) sont équipés d'un système d'extinction d'incendie adapté au produit stockés. L'agent utilisé pour l'extinction est sous forme de poudre pour le local de stockage du polyol.

Les zones de laquage et d'injection du polyuréthane sont également protégées par un système d'extinction automatique.

.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une justification du volume de la réserve incendie doit être apportée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité et contrôles

#### Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur

|   |
|---|
| un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Les derniers contrôles des moyens de première intervention (Q4) ont été réalisés le 11/12/2024 et le 27/02/2025.<br>Le contrôle des moyens de la détection incendie (Q7) a été réalisé le 6/11/2024.<br>Les actions correctives sont réalisées au fil de l'eau et sont prévues par un contrat de maintenance établi avec la société de contrôle. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 10 : Bassin de confinement et d'orage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2011, article 7.5.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Volumes disponibles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les réseaux d'assainissement et les quais de chargement/déchargement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) présentent une capacité de stockage de 390 m3. Ils sont raccordés par débordement à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 390 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.<br>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. |
| <b>Constats :</b><br><br>Un bassin de recueil des eaux pluviales est disponible sur le site. Son volume n'a pas été vérifié, mais paraît visuellement conforme à la prescription.<br>Il est équipé en sortie d'un système de traitement et d'une vanne. La présence de cette vanne est signalée par un panneau et son accès est protégé par un cadenas. Une procédure d'urgence précise ses modalités d'accès.<br>Les rejets transitent par surverse dans le milieu récepteur au travers d'un système de traitement de type déshuileur.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |